

MPRA

Munich Personal RePEc Archive

Does good governance improve economic growth and poverty reduction?

Ben Hamouda, Abderrazek

15 April 2017

Online at <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/110907/>
MPRA Paper No. 110907, posted 04 Dec 2021 12:23 UTC

La Bonne Gouvernance est-elle un déterminant de croissance économique et de réduction de la pauvreté?

Ben Hamouda Abderrazek

*Univ. Tunis El Manar, Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis (FSEGT),
LR05ES03 Prospectives, stratégies et développement durable (PS2D), Tunis 2092, Tunisia,
abderrazek.benhamouda@fsegt.utm.tn*

Résumé

Le rôle essentiel de la gouvernance comme un déterminant de croissance économique et de réduction de la pauvreté fait actuellement l'objet d'un consensus. Néanmoins, les définitions de ces trois concepts tout comme la nature des liens qui les relient sont encore controversées. Ce papier étudie la relation entre la gouvernance, la croissance économique et la pauvreté. Cette relation est examinée à l'aide d'une estimation empirique des données de panel de 1996 à 2012 tout en utilisant les indicateurs de gouvernance dans le monde et l'incidence de la pauvreté à \$1,9/jour. L'évidence empirique ne soutient pas l'hypothèse selon laquelle la bonne gouvernance conduit à la réduction de la pauvreté. En effet, les résultats d'estimation montrent que la bonne gouvernance ne réduit la pauvreté d'une manière directe que dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure, et non dans les pays à revenu faible et les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Pour ces deux derniers la gouvernance agit indirectement sur la pauvreté, par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique.

Mots clés : Gouvernance, Croissance économique, Pauvreté, Panel.

JEL codes: O11, O57, O4, C23, D63

1. Introduction

La conception traditionnelle de la pauvreté était purement économique. En effet, la pauvreté était définie d'après l'insuffisance de revenu ou de pouvoir d'achat incapable de subvenir aux besoins primaires de l'homme. Cette absence de revenus peut être déterminée d'une manière « absolue » ou « relative ». En outre, elle est « extrême » lorsqu'elle répond à un critère physiologique qui menace directement la vie de l'homme.

L'approche purement économique de la pauvreté basée sur le revenu a créé diverses études et remises en causes. Dans ce sens, Sen a exprimé l'insuffisance de cette approche et s'est basé sur d'autres critères de la pauvreté tels que la notion de bien-être et de développement humain. Cette approche concerne la capacité de l'homme à vivre selon son désir « d'agir » et « d'être » d'après de nombreuses capacités relatives à chacun (sen...).

Dans les années quatre-vingt-dix, et après les résultats défavorables des programmes d'ajustement structurel, conçus par les institutions de Bretton Woods comme politique de développement des pays les moins avancés, un consensus s'est établi sur le rôle de la gouvernance et des institutions dans la croissance économique et le bien-être.

Au cours de la dernière décennie, la gouvernance occupe une place centrale dans le programme de réformes visant à promouvoir la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Elle a également attiré l'attention des chercheurs ainsi que celle des institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. Pour cette dernière, la gouvernance signifie la capacité de l'Etat à instaurer des institutions favorables aux fonctionnements des marchés. Selon la Banque mondiale, la «bonne gouvernance» est la manière avec laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion publique des ressources économiques et sociales en vue du développement.

La Banque mondiale a défini « *la gouvernance comme une affaire de management ou de réformes institutionnelles en matière d'administration, de choix de politique, d'amélioration de la coordination et de fourniture de services publics efficaces* »¹.

Le même document a énuméré quatre conditions à l'établissement de la bonne gouvernance à savoir : l'Etat de droit, la transparence, la responsabilité et la

¹ Banque mondiale, « Governance and Development », Washington D.C., 1992.

participation². Ainsi, « *La bonne gouvernance est la manière avec laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion publique des ressources économiques et sociales en vue du développement* »³

Le PNUD définit la bonne gouvernance sur la base de sept caractéristiques principales: la légitimité politique et l'imputabilité, la liberté d'association et la participation, l'existence d'un système judiciaire fiable, la responsabilisation des bureaucraties, la liberté d'information et d'expression, la gestion efficace et efficiente du secteur public et une coopération avec les organisations de la société⁴.

De ce qui précède, nous pouvons conclure que la bonne gouvernance est l'exercice d'une gestion transparente et responsable des ressources humaines, naturelles, économiques et financières de la part de pouvoir politique, une installation d'un système de contrôle dans le cadre de l'administration des ressources de la société dans des buts de développement équitable et durable.

Le rôle de la qualité de gouvernance comme un déterminant de croissance économique et élément essentiel de la réduction de la pauvreté constitue actuellement un sujet d'actualité. Toutefois, les définitions de ces trois notions tout comme la nature des liens qui les relient sont encore controversées.

La plupart des recherches ont abordé la relation d'une manière binaire soit croissance-gouvernance soit croissance-pauvreté soit gouvernance-pauvreté. L'objectif de ce papier est de savoir si la gouvernance agit ou non sur les éléments déterminants de la croissance et de la pauvreté.

Le plan adopté dans cet article s'articule principalement autour de trois points. D'abord, nous commençons par une revue de la littérature empirique qui portera sur l'étude de l'effet de la gouvernance sur la pauvreté. Puis, nous passerons à une modélisation économétrique qui servira de base à notre analyse. Le dernier point de cet article sera consacré à la présentation et l'interprétation des résultats.

² Selon Marc Hufty, la Banque Mondiale utilise ces critères pour évaluer une politique car elle n'a pas dans son mandat, la possibilité d'intervenir dans un État.

³ (World Bank, *Managing Development the governance Dimension*, Washington, 1996)

⁴ *Public Sector Management, Governance and sustainable Human Development*, New York, 1995

2. Revue de la littérature empirique

Des données empiriques montrent qu'il existe une faible relation entre la mauvaise gouvernance et la performance médiocre de la croissance, par conséquent, il suggère qu'il ya une autre variable importante qui permettrait d'améliorer la performance de croissance qui ne sont pas capturés par la gouvernance. Cependant, la bonne gouvernance est essentielle pour une bonne performance de croissance (Khan, 2006).

Des études réalisées par Knack et Keefer (1997); Mauro (1997); Kauffman et al. (1999) en utilisant une certaine corruption et des institutions comme indicateur de gouvernance et le revenu par habitant a constaté que les pays développés ont une meilleure gouvernance et une corruption faible, alors que les pays pauvres ont une mauvaise gouvernance et la corruption de haut. Toutefois, le sens de la causalité ne soit pas clairement établi, qui est, il pourrait être possible que le revenu élevé est lié au niveau de développement.

En outre, étudié par Mo (2001), concernant, a approuvé qu'il existe une relation entre les taux de corruption et la croissance économique et que cette relation existe même lorsque d'autres variables sont incluses dans le modèle. Par conséquent, il est indéniable que la corruption affecte à certains étendent les performances de croissance des pays d'Afrique. De même, Khan (2006) à l'aide des données de 1980 à 1990, et en utilisant l'indicateur de gouvernance et le taux de croissance par habitant, il a trouvé que la bonne gouvernance augmente le revenu par habitant durant cette période.

En outre, Sachs & Warner (1997) ont également démontré que les pays dotés de bonnes institutions de gouvernance ont tendance à avoir des taux élevés de croissance économique que les pays dont les institutions pauvres. Cependant, la direction de la causalité reste une controverse.

Selon Khan & Senhadji (2000), la mauvaise gouvernance par les pays africains a conduit à une faible croissance économique car elle affecte négativement l'investissement, la productivité, l'aide étrangère, la consommation, etc.

Charles et Griffonni (2005) recourent à un indice de croissance favorable aux pauvres (pro-poor growth index). Ils prennent le cas du Maroc pour appliquer leur recherche qui porte sur une période entre 1985 et 1999. L'application de l'indice de croissance pro-pauvre permet de suivre l'évolution de la pauvreté suite à augmentation du PIB d'une part, et évolution de la pauvreté si les gains de la croissance sont répartis équitablement d'autre part. Ils évaluent

l'effet revenu et l'effet inégalité et en les comparants afin d'étudier la variation de la pauvreté. Ils ont déduit que le cas marocain qui fait l'objectif d'une pratique sur le terrain durant cette période « la croissance économique s'est accompagné, en milieu urbain, d'une diminution des inégalités ayant contribué à améliorer les résultats en termes de réduction de la pauvreté ».

Dans son étude Adams (2003) analyse en coupe transversale le lien entre le revenu moyen et la mesure de pauvreté. Il effectue une analyse empirique de taux de croissance du revenu moyen et le taux de pauvreté. Les résultats de régression montrent que lorsque le revenu moyen augmente la pauvreté diminue.

Meng, Gregory et Wang (2005) ont effectuée une étude sur la Chine pour analyser la relation entre la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté et la croissance du revenu moyen. Dans leurs études empiriques ils ont utilisé un panel à effet fixe, les résultats montrent l'existence d'une relation négative entre le logarithme du revenu moyen et le logarithme du taux de pauvreté. Les calculs prouvent qu'une augmentation de revenu de 10% entraîne une diminution de 26.1% de pauvreté.

Dollar et Kraay 2000 cherchent dans leur étude à confirmer la relation entre la croissance et la réduction de la pauvreté. Ils étudient le rapport entre l'évolution de revenu des pauvres l'évolution de PIB par tête on se basant sur un panel de 80 pays durant 40 ans.

Dollar et Kraay déduisent une élasticité du revenu moyen des 20% des personnes pauvres par rapport au revenu moyen d'une unité. Ainsi l'élasticité révèle la contribution de la croissance dans la pauvreté. Ils aboutissent à des résultats qui prouvent que la croissance est capable de réduire la pauvreté absolue et qu'elle a un avantage évident sur les pauvres et sur l'ensemble de l'économie.

L'étude empirique de ces auteurs à propos de la relation entre le revenu des pauvres et la croissance économique montre que si le PIB par tête varie de 10 % le revenu des pauvres suivent la même variation. Autrement dit, élasticité du revenu des pauvres varie selon le taux de croissance économique.

Dollar et Kraay montrent aussi qu'en période de crise, qui figure dans ces données couvrant 4 décennies, les pauvres sont affectés. L'échantillon qui constitue la base de leur étude est réparti en deux périodes celle de la crise est celle de l'expansion. Les résultats montrent que la relation revenu des pauvres-revenu moyens est de 1,09 en période de

croissance et de 1,08 en période de crise. À l'inverse des préjugés ils affirment que les pauvres ne sont pas plus affectés que les autres en période de crise. Ils avancent aussi que les pays pauvres et les pays riches subissent les mêmes effets de croissance sur le revenu des pauvres et quand période d'expansion la croissance est favorable aussi bien pour les pauvres que pour l'ensemble de l'économie.

La littérature empirique ultérieure qui porte soit sur la relation entre la gouvernance et la croissance soit sur la relation entre la croissance et la pauvreté est très riche mais les études qui mettent en relation la gouvernance, la croissance économique et la pauvreté ensemble restent rares. Notre recherche tente d'y parvenir à travers un travail empirique qui porte sur l'analyse de ces trois éléments ensemble et leur interaction.

3. Méthodologie

3.1. Modèle empirique

Dans le cadre de ce travail, nous spécifions la méthodologie empirique fondée sur les données de Panel en considérant l'intérêt des tests de spécification, les modèles à effet fixe et à effet aléatoire. Ensuite à propos des estimations obtenues, nous effectuons une interprétation économétrique et économique des résultats.

L'analyse des données de Panel est le domaine le plus actif de l'économétrie, puisque les données de Panel constituent un cadre d'analyse propice et favorable au développement des techniques d'estimation, des résultats théoriques et empiriques.

Les données de Panel sont souvent orientées vers les analyses en coupe transversale et les effets temporels sont souvent considérés comme des changements discrets entre différents états ou des « transitions ». Sur le plan pratique, les données de Panel permettent d'étudier les questions impossibles à traiter en séries temporelles ou en coupe transversales. Le modèle à estimer se présente comme suit :

$$POV_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 Pibh_{i,t} + \alpha_2 VA_{i,t} + \alpha_3 PV_{i,t} + \alpha_4 GE_{i,t} + \alpha_5 RQ_{i,t} + \alpha_6 RL_{i,t} \\ + \alpha_7 CC_{i,t} + \alpha_8 GINI_{i,t} + \alpha_9 PLR_{i,t} + \alpha_{10} OUV_{i,t} + \alpha_{11} CSP_{i,t} + \alpha_{12} DSP_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

Avec $i = 1, \dots, n = 17$ et $t = 1996, \dots, 2012$.

3.2. Variables et données

Dans le cadre de ce travail, on veut étudier les liens d'interaction entre la pauvreté, la gouvernance et la croissance économique en focalisant sur la méthodologie empirique basée sur les données de Panel. Pour ce faire on considère l'analyse empirique par bloc des pays à faible revenu, à revenu intermédiaire tranche inférieure, à revenu intermédiaire tranche supérieure suivant des données à fréquence annuelle. La période de l'étude s'étale de 1996 jusqu'au 2012.

Les variables de l'étude sont les suivant : POV: l'incidence de la pauvreté à \$1,9/jour. C'est le ratio nombre de pauvres sur la population totale d'une nation. Cette variable renseigne sur la proportion des pauvres au sein d'un pays. PIBH : c'est le produit intérieur brut par habitant (en \$ constant 2005)

Les indicateurs de gouvernance : La définition de la gouvernance est très large et multidimensionnelles, il est difficile de la mesurer. Selon Kaufmann (2005), il y a six principaux indicateurs qui capturent la qualité de la gouvernance, y compris: (i) Voice and Accountability: qui fait référence à la participation de la société civile dans le suivi et la mesure des décisions politiques sur les droits civils et humains; (ii) Instabilité politique: il examine la vulnérabilité des gouvernements à des changements par le biais de menaces violentes ou des moyens inconstitutionnels; (iii) l'efficacité gouvernementale: elle mesure la qualité et la compétence des fonctionnaires en service y compris leur crédibilité ainsi que l'efficacité du processus bureaucratique; (iv) la qualité de la réglementation: il mesure si les politiques sont respectueux de l'environnement des affaires; (v) la règle de droit: elle mesure si la qualité de l'application de la loi, y compris: la police, les tribunaux, ainsi que les droits de propriété ne sont pas vulnérables à la criminalité ou à la violence; et (vi) Lutte contre la corruption: qui mesure l'exercice du pouvoir public à des fins privées, y compris à la fois la corruption et l'extorsion.

GINI : c'est l'indice de Gini pour prendre en compte l'influence de la distribution de revenus sur la pauvreté d'une part et la croissance économique d'autre part. PRL : le ratio population rurale sur la population totale du pays. OUV : degré d'ouverture commerciale. CSP : crédit accordé au secteur privé : indicateur de développement financier. DSP : Dépenses en santé, publiques (% du PIB).

Nous allons utiliser le modèle de régression de Panel suivant l'approche statique qui consiste à expliquer la variable endogène (pauvreté) par l'usage des variables exogène tel que

le PIBH, l'indice de GINI, les indicateurs de gouvernance (VA, PV,GE, RQ, RL et CC) , PRL, OUV, CSP et DSP.

4. Données et Statistique descriptive

Le tableau 1 présente la moyenne et l'écart type de l'incidence de la pauvreté à \$1.9 et du PIBH en \$ constant 2005 pour chaque groupe de pays durant la période d'étude (1996-2012). Le tableau ci-dessous révèle que le groupe de pays ayant le PIB par tête le plus élevé, sont ceux qui enregistrent le plus faible taux de pauvreté.

L'inspection des résultats reportés indique que la valeur de la moyenne est positive pour les trois groupes de pays. La valeur de l'écart-type est aussi bien positive indiquant que le risque est variable. La valeur de Skewness mettant en évidence l'effet asymétrique est généralement positif à l'exception de la valeur relative à l'incidence de pauvreté pour les pays à revenu faible. Ces résultats montrent bien la nature asymétrique des distributions empirique. En effet, la distribution est étalée vers la droite (valeur de Skewness est positive).

La valeur de Kurtosis est généralement supérieure à 3 ce qui montre la nature leptokurtique des distributions. En effet, les queues sont épaisses. Cette même valeur de Kurtosis est inférieure à 3 pour l'incidence de pauvreté relative aux pays à revenu faible et pour le PIBH dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure. Enfin, le test Jarque Bera de normalité permet le rejet significatif de l'hypothèse de normalité

Tableau : incidence de pauvreté et PIB par tête (1996-2012)

	Pays à revenu faible	Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure
Panel A : PIB par tête en \$ constant PPA 2005			
Moyenne	433.4447	2236.152	7176.84
Std. Dev.	212.0907	949.6542	2534.715
Skewness	0.9778	0.5066	1.0231
Kurtosis	3.5327	2.5224	3.7405
Jarque-Bera	55.2955 [0.000]	16.8846 [0.0002]	42.4192 [0.000]
Panel B : Incidence de pauvreté (1,9\$) par jour			
Moyenne	55.47617	10.4335	3.9594
Std. Dev.	19.5885	8.4981	4.7460
Skewness	-0.4661	1.0247	1.2597
Kurtosis	2.4015	4.4120	3.4957
Jarque-Bera	14.8305 [0.0006]	71.4859 [0.000]	59.0613 [0.000]

Note : [] la probabilité de test de Jarque-Bera

Source : auteur calculs à partir des données de WDI et PovcalNet de la Banque Mondiale

Le tableau 2 présente les statistiques descriptives d'indicateurs de gouvernance utilisés durant la période d'étude. Ce tableau montre que les pays à revenu faible ainsi que les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure sont marqués par une faible performance en matière de gouvernance comme en témoignent les indicateurs qui sont en moyenne négatifs sur toute la période d'étude. Par contre les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure en moyenne se distinguent par une bonne performance en matière de gouvernance.

L'ampleur de fluctuation (mesurée par l'écart type) varie entre 0.38 et 0.79 pour les pays à revenu faible. Cette même valeur varie entre 0.35 et 0.60 pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure et elle varie entre 0.51 et 0.67 pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Ceci indique la variabilité statistique de risque.

Ce même tableau indique la positivité et la négativité de la valeur de Skewness stipulant l'évidence d'une nature asymétrique de la distribution. La valeur de Kurtosis est à la fois inférieure et supérieure à 3 ce qui montre l'existence de la nature leptokurtique de distribution. Cette dernière se caractérise par une queue épaisse et non. En définitif, le test de Jarque Bera de normalité indique le rejeté significatif de l'hypothèse de normalité.

Tableau 2 : Les indicateurs de gouvernance (1996-2012)

		VA	RQ	RL	PV	GE	CC
Pays à revenu faible	Moyenne	-0.60	-0.61	-0.80	-0.67	-0.79	-0.70
	Std. Dev.	0.52	0.43	0.48	0.79	0.42	0.38
	Skewness	-0.09	-0.89	-0.57	-0.37	-0.45	0.19
	Kurtosis	2.00	3.62	2.80	2.24	2.52	2.72
	Jarque-Bera	13.85	48.34	18.46	15.07	14.30	3.10
	Probabilité	0.0009*	0.0000	0.0001	0.0005	0.0008	0.21
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	Moyenne	-0.49	-0.28	-0.54	-0.16	-0.39	-0.58
	Std. Dev.	0.35	0.39	0.44	0.45	0.49	0.60
	Skewness	0.11	0.11	0.49	-1.12	-1.01	-0.53
	Kurtosis	3.12	2.60	2.66	4.72	3.52	2.84
	Jarque-Bera	0.88	2.13	14.74	107.87	59.68	15.94
	Probabilité	0.64	0.34	0.0006	0.0000	0.0000	0.0003
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	Moyenne	0.19	0.37	0.22	0.24	0.59	0.58
	Std. Dev.	0.61	0.52	0.66	0.67	0.51	0.66
	Skewness	0.132	-0.74	-0.80	-0.69	-1.12	-1.13
	Kurtosis	2.72	3.79	2.59	2.95	3.52	4.38
	Jarque-Bera	1.519	30.13	29.34	20.29	56.59	75.24
	Probabilité	0.46	0.0000	0.0000	0.0004	0.0000	0.0000

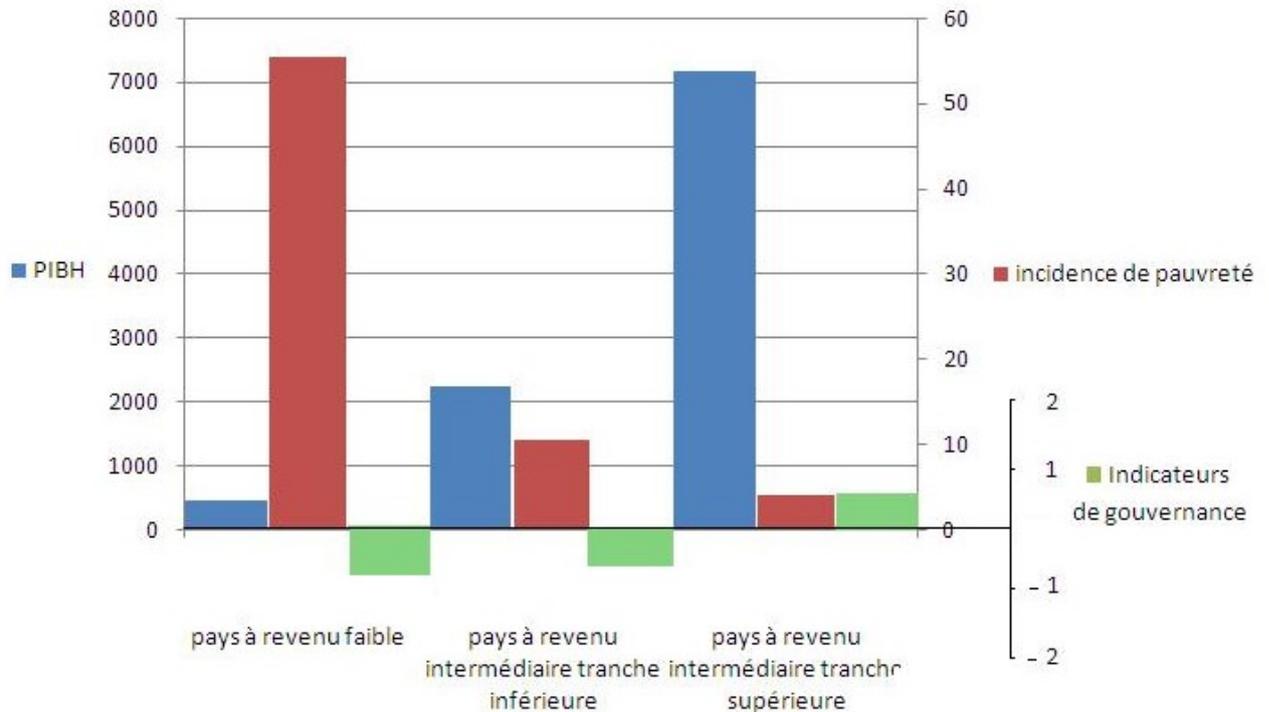
• Probabilité de test Jarque-Bera

Source : auteur calculs à partir des données Source Worldwide Governance Indicators

Le graphique ci-dessous illustre la relation entre l'incidence de pauvreté, le niveau de développement mesuré par le niveau de richesse par tête (PIB) et les indicateurs de gouvernance. Sur l'axe des abscisses les groupes de pays, sur le premier axe des ordonnées

à gauche la moyenne de PIBH, à droite la moyenne de l'incidence de pauvreté et la moyenne des six dimensions de la gouvernance durant la période d'étude (1996-2012).

Graphique 1 : Incidence de pauvreté, PIB par habitant et indicateurs de gouvernance



Calculs, d'après la base de données de WDI, PovcalNet et WGI de la Banque Mondiale

(Moyenne : 1996-2012)

On remarque ici que les pays les plus pauvres ont une « mauvaise gouvernance ». De même ils ont aussi le niveau de revenu par tête le plus faible. Un grand nombre de pays en développement sont restés bloqués dans ces trappes à pauvreté. Depuis 50 ans, seulement une dizaine de pays ont été capables de réaliser la mutation de leurs structures économiques et institutionnelles. La bonne gouvernance décrit le système institutionnel qui caractérise les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure.

La question qui se pose est de savoir quels sont les déterminants qui permettent aux pays de passer d'un état à l'autre afin d'instaurer une bonne gouvernance qui vise à stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté?

Cette analyse nous mène à l'identification des facteurs susceptible de réaliser la progression des pays dans l'échelle du développement.

4.2- tests préliminaires

Nous avons effectué deux tests préliminaires notamment test d'existence d'effet spécifique (homogénéité) et test de Hausman.

Le test d'effet spécifique ou d'homogénéité effectué sur le modèle et concernant les différents blocs utilisés donne les résultats résumés et reportés dans le tableau 3. Les résultats de ce test montrent que l'hypothèse d'homogénéité ne peut pas être acceptée ($prob < 0.05$). En d'autres termes, la probabilité d'acceptation de l'hypothèse nulle de la constante α est inférieure à 5%. Ainsi les MCO ne sont plus applicables. Il faudra alors utiliser le test de Hausman pour voir si la variable explicative est indépendante d'effets spécifiques.

Tableau 3. Résultats du test de Fisher d'existence ou non d'effet spécifique

Pays faible revenu		revenue intermédiaire (tranche inférieure)	
F d'homogénéité	Modèle	F	Modèle
F(18, 266)	34.66	F(18, 266)	28.89
Prob	0.0000	Prob	0.0000
revenue intermédiaire (tranche supérieure)			
	F		
	d'homogénéité	Modèle	
	F(18, 266)	13.12	
	Prob	0.0000	

Le deuxième test est celui de Hausman qui permet de discriminer et de choisir entre l'effet fixe et l'effet aléatoire. On tient compte de l'un des effets en faveur de l'autre. Les résultats reportés dans le tableau 3 permettent d'accepter l'hypothèse nulle de présence de l'effet aléatoire en faveur de l'effet fixe.

Tableau 4. Résultats du test de Hausman

Pays à faible revenu		Pays à rev inter tranche inf		
chi-deux	8.71	chi-deux	95.31	
modèle de spécification	0.0000	Effet aléatoire	modèle de spécification	0.0000
Pays à rev inter tranche sup				
	chi-deux	42.05		
	modèle de spécification	0.0000	Effet aléatoire	

Après la résolution du problème des effets individuels, nous passerons à l'étape de l'estimation du modèle retenu pour étudier l'impact des différentes variables sur la pauvreté.

5. Résultats empiriques

Les estimations empiriques sont réalisées par le logiciel Stata 12 à raison que ce logiciel est performant dans le cadre des études fondées sur les données de Panel. Il fournit trois types de modèles : à effet commun, à effet fixe et à effet aléatoire.

Les résultats des estimations du modèle à effet aléatoire (le tableau 5) montrent que pour les pays à revenu faible aucune des variables de gouvernance n'est significative. Cela montre que la gouvernance n'a pas d'effet direct sur la réduction de la pauvreté dans les pays à revenu faible durant la période d'étude. Toutefois, ce résultat peut s'expliquer par la définition et la mesure de la pauvreté employées dans notre étude qui concerne uniquement l'approche monétaire de la pauvreté. Cette approche exclut certains aspects liés à la liberté et au droit et qui peuvent avoir un lien direct avec la gouvernance. En se référant à l'approche par les capacités développée par Amartya SEN, théoriquement il est clair qu'il existe un lien direct entre la gouvernance et la pauvreté.

Par ailleurs, il ressort de ce tableau aussi que l'effet de PIBH sur l'incidence de pauvreté est négatif et statistiquement significatif ($\beta_1 < 0$ à l'ordre de - 0.091 et p. value=0). La croissance économique constitue alors un facteur capital de réduction de la pauvreté au sein des pays à revenu faible. Ce résultat conforte les travaux empiriques antérieurs sur le rôle majeur de la croissance économique dans la réduction de la pauvreté (Deininger et Squire, 1996 ; Dollar et Kraay, 2002 ; Gregory et al, 2005).

De même l'effet de l'incidence de la pauvreté sur l'indice de Gini est positif et statistiquement significatif. Ce résultat est conforme aux conclusions des auteurs qui concluent que les inégalités constituent un facteur gênant qui peut nuire aux fruits de la croissance qui peuvent réduire la pauvreté (Cling et al, 2004 ; Ravallion, 2001 ; Khemiri, 2008 ; Bourguignon, 2002). L'augmentation des inégalités aggrave alors l'état de pauvreté dans les pays à revenu faible.

Pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure, la lecture des résultats montre que tous les indicateurs de gouvernance sont significatifs. Ainsi, l'effet de l'incidence de pauvreté sur les indicateurs de gouvernance VA, PV et GE est négatif et statistiquement

significatif, alors que l'effet de l'incidence de pauvreté sur les indicateurs de gouvernance RQ, RL et CC est positif et statistiquement significatif. De même L'effet de PIBH sur l'incidence de pauvreté est négatif et statistiquement significatif comme pour les pays à revenu faible, la croissance économique constitue alors un facteur important de réduction de l'incidence de la pauvreté dans des pays à revenu intermédiaire tranche inférieure. Alors que l'effet de l'incidence de la pauvreté sur l'indice de Gini est positif et statistiquement significatif. L'augmentation des ces inégalités aggrave alors l'état de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure.

Finalement, pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure, il ressort de ce même tableau qu'aucune des variables de gouvernance n'est significative. Alors que les inégalités exprimées par l'indice de GINI influence positivement l'incidence de la pauvreté. Ces résultats montrent la nécessité de concevoir des politiques qui traitent directement de la pauvreté plutôt que par des instruments indirects et soulignent la nécessité urgente de lutter contre les inégalités structurelles dans les pays en développement.

Les pays étaient divisés en trois groupes: les pays à revenu faible (les PMA), les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Il est crucial de voir comment la bonne gouvernance a affecté la pauvreté dans les pays qui souffrent plus de la pauvreté, étant donné que la communauté internationale met en œuvre divers programmes de réduction de la pauvreté dans ces pays. Toutefois, aucune corrélation statistiquement significative n'a pu être trouvée entre aucun des six indicateurs de gouvernance et le taux de pauvreté dans les pays à revenu faible (les PMA), alors que les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure ont montrée une relation statistiquement significative entre les indicateurs de gouvernance et la pauvreté. En se basant sur ces résultats, on peut déduire que la gouvernance en tant que facteur déterminant de la réduction de la pauvreté n'est efficace que dans le groupe de pays où le niveau de développement économique et social a dépassé un certain seuil. En d'autres termes, l'amélioration de la gouvernance est une condition nécessaire mais n'est pas suffisante pour réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés. Alors que pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure le taux de pauvreté est minime et il est le résultat immédiat des inégalités.

Des études récentes comme celle de (Coelho et Favereto, 2008) étudient la relation entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté. Ces auteurs ont démontré qu'une mauvaise gouvernance entrave la réduction de la pauvreté, alors que la bonne gouvernance en

elle-même peut ne pas être une condition suffisante pour atténuer la pauvreté dans les pays très pauvres. Par conséquent, il faut repenser à l'approche qui met l'accent sur la bonne gouvernance en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté.

Tab5. Résultat des estimations du modèle à effet aléatoire

	Pays a faible revenu			Revenu intermédiaire tranche inferieure			Revenu intermédiaire tranche supérieure		
	Coef	T- Student	P-value	Coef	T-Student	P-value	Coef	T- Student	P-value
C	75,276	5,57	0	-18,240	-2,64	0,008	-10,543	-3,7	0
$Pibh_{i,t}$	-0,091*	-13,03	0,000	-0,004*	-6,31	0,000	0,000	-0,97	0,331
$VA_{i,t}$	-2,355	-1,4	0,162	-3,765*	-3,56	0,000	-0,195	-0,17	0,861
$PV_{i,t}$	0,974	0,91	0,365	-2,604*	-3,49	0,000	-0,028	-0,04	0,968
$GE_{i,t}$	-4,141	-1,56	0,118	-11,895*	-8,37	0,000	-0,139	-0,11	0,91
$RQ_{i,t}$	1,096	0,5	0,619	8,162*	6,81	0,000	0,739	0,91	0,363
$RL_{i,t}$	2,107	0,78	0,434	3,682*	2,34	0,019	-2,615	-1,86	0,163
$CC_{i,t}$	-2,047	-0,92	0,357	3,329*	2,74	0,006	-0,107	-0,11	0,913
$GINI_{i,t}$	0,501*	5,34	0,000	0,331*	4,39	0,000	0,325*	7,39	0,000
$PLR_{i,t}$	-0,020	-0,14	0,892	0,557*	6,51	0,000	0,118	3,37	0,001
$OUV_{i,t}$	0,003	0,15	0,883	0,000	-0,03	0,979	0,015	1,58	0,115
$CSP_{i,t}$	-0,213	-1,9	0,058	-0,044*	-2,01	0,044	-0,016	-1,39	0,163
$DSP_{i,t}$	0,048	0,1	0,924	0,329	0,69	0,49	-0,343*	-1,78	0,075

Notre analyse empirique montre que la relation entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté est complexe et que le niveau de développement est un facteur important à affronter. Dans le cas des pays à revenu faible, où le niveau de développement économique est très faible, l'amélioration de la qualité de la gouvernance ne conduit pas à la réduction de la pauvreté. Pour les pays ayant un certain niveau de développement économique (les pays à revenu intermédiaire tranche inferieure) la pauvreté peut être réduite grâce à une réforme de la gouvernance. Ces résultats suggèrent que les institutions internationales de développement doivent tenir compte du stade de développement d'un pays donné avant de stipuler la bonne gouvernance comme une condition d'allocation de l'aide. Paradoxalement, les pays qui ont le plus besoin d'une aide extérieure pour atténuer la pauvreté sont aussi ceux qui ont le moins de chances de satisfaire aux exigences de bonne gouvernance (Emmerij, 2004; Pronk, 2001). En somme, la logique politique qui établit un lien direct entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté, qui a été adoptée par les organismes multilatéraux pour atteindre les objectifs millénaire de développement, semble avoir un fondement empirique faible.

6. Conclusion

Les résultats empiriques ne confirment pas l'opinion selon laquelle il existe un lien direct et causal entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté. Il convient donc de repenser aux stratégies de la réduction de la pauvreté. Autrement dit, une approche de la réduction de la pauvreté qui utilise la gouvernance comme instrument de politique devrait être remplacée par une politique plus spécifique et directe visant à réduire la pauvreté.

En outre, le résultat concernant l'effet direct non significatif de la gouvernance sur la pauvreté pour les pays à revenu faible ou les pays les moins avancés doit être pris avec prudence du fait particulièrement de l'approche que nous avons retenue dans l'étude sur la définition et la mesure de la pauvreté. En effet, cette approche dite monétaire ne prend pas en compte les notions de « capacités » et de « empowerment » qui peuvent être théoriquement les dimensions sur lesquelles la qualité de gouvernance affecte de façon directe la pauvreté.

En perspective, des possibilités de prolongement de ce travail de recherche existent. En effet, le canal de croissance a été identifié conformément aux prédictions des partisans de la trickle down effects selon lesquelles « la croissance est bonne pour les pauvres » (Dollar et Kraay, 2002). Cependant, les travaux récents concernant l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté renseignent que la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté. Certains de ces travaux mettent en avant le rôle des inégalités (Cling et al, 2003) à l'instar de ceux qui suggèrent une combinaison de deux politiques, c'est-à-dire la croissance et la redistribution (Bourguignon, 2003 et 2004), et ceux qui envisagent précisément la croissance et la redistribution comme mécanismes de transmission des politiques publiques (Avom et Carmignani, 2008). Le rôle direct que joue la croissance dans l'amélioration des revenus des pauvres ainsi que la contrainte majeure que constituent les inégalités dans la réduction de la pauvreté, ont été mises en évidence par la littérature récente. Ces contributions sus-citées suggèrent largement de prendre aussi en compte le canal des inégalités à l'instar de celui de la croissance, car ces deux variables sont supposées agir de façon conjointe pour réduire la pauvreté. La gouvernance comme raison d'être de la politique de réduction de la pauvreté doit être réévaluée et que la lutte contre les inégalités structurelles revêt une importance vitale.

La question de la structure sociale dépend aussi des efforts politiques d'un pays, puisque les interventions extérieures ne peuvent avoir que des effets limités. Il est donc crucial de trouver des moyens d'aborder ces problèmes structurels tandis que la communauté internationale réfléchit au cadre post-OMD. Les gouvernements des pays en développement doivent faire un effort conscient pour éliminer les barrières sociales afin de permettre aux

pauvres, aux marginalisés et aux minorités de participer au changement social général. Cela permettra de créer et de renforcer le lien entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté. Les expériences réussies de réduction de la pauvreté confirment qu'il est vital de mettre en place une politique d'inclusion sociale ainsi qu'une bonne gouvernance (Ringgen et al., 2011).

Dans cette optique, une approche universelle et axée sur les droits en matière de protection sociale pour les pauvres et les vulnérables peut être considérée comme cruciale. Il ne fait aucun doute que l'instauration d'un système de protection sociale pour soutenir les personnes marginalisées, en particulier dans les pays en développement et les pays moins développés, améliorera leur bien-être. Les droits à la protection sociale fourniront des voies importantes pour les pauvres dans le courant dominant de la société en tant que citoyens égaux. Nous prétendons que les droits sociaux joueront un rôle de catalyseur pour établir le lien entre la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté. Il est également vrai que les pays en développement n'ont pas la capacité administrative et financière de fournir un soutien social aux personnes dans le besoin. Ainsi, l'amélioration de la prestation de la protection sociale passe par l'amélioration de la gouvernance.

En résumé, pour lutter contre les inégalités structurelles dans les pays en développement, il conviendrait d'envisager des programmes de lutte contre la pauvreté plus directs afin de réduire l'écart de pauvreté, avec des plans précis de mise en œuvre pour améliorer la gestion des ressources publiques et assurer la prestation de services de qualité et de la bureaucratie efficace, renforcer les règles de droit ainsi que la promotion de la crédibilité, responsabilité et la transparence, le renforcement des capacités est également un processus vital. Une fois que les pays les moins avancés parviennent avec succès à se débarrasser des variables associées à la mauvaise gouvernance et les institutions, les pays à revenu faible sera dans une meilleure position pour renforcer et améliorer ses performances de croissance. Par conséquent, la pauvreté sera réduite et la richesse a augmenté.

7. Bibliographie

- Huck-ju Kwon et Eunju Kim (2014), « Poverty Reduction and Good Governance: Examining the Rationale of the Millennium Development Goals» Development and Change
- Kaufmann D. et A. Kraay (2002), « Growth without Governance », *Economia*, Vol 3
- Kaufmann, D., A. Kraay and M. Mastruzzi (2011) ‘The Worldwide Governance Indicators, 2011 Update’. Washington, DC: World Bank. <http://www.govindicators.org>
- Otando, G. (2008) « Le renouveau des théories du développement, Institutions et Bonne gouvernance », Cahiers du LAB.RII, Document de travail N°177, Université du Littoral Côte d’Opale.
- Khan, Mushtaq H. 2006. Governance and Development. Paper presented at the ‘Workshop on Governance and Development’ organized the World Bank and DFID in Dhaka, 11-12 November 2006
- Dollar, D. and A. Kraay (2003) ‘Institutions, Trade and Growth’, *Journal of Monetary Economics* 50(1): 133–62.
- Meisel, N. et Ould Aoudia, J. (2007) « « La bonne gouvernance » est-elle une bonne stratégie de développement ? », Document de travail de la DGTPE, No. 2007/11, France.
- Hemiri, I. (2008) « Croissance, Pauvreté et Inégalité : Etude sur des données de Panel des pays en développement », Université Tunis El-Manar, FSEGT, Laboratoire de Prospective, de Stratégie et de Développement Durable, 4 ème Colloque International, 18, 19 et 20 juin 2008, Hammamet, Tunisie.
- Banque Mondiale (1992) « Gouvernance et Développement », Rapport sur le Développement dans le Monde 1992, Washington DC.
- Banque Mondiale (2001) « Combattre la pauvreté », Rapport sur le Développement dans le Monde 2000/2001, Washington DC.
- Kurtz, M.J. and A. Schrank (2007) ‘Growth and Governance: Models, Measures, and Mechanisms’, *Journal of Politics* 69(2): 538–5